

Rapport présenté au BIT

Les Zones Franches d'Exportation en Chine : une étude.

Xiaolan Fu

Université d'Oxford

et

Yuning Gao

Université de Cambridge

31/10/07

Table des matières

I Introduction

II Développement des zones franches d'exportation (ZFE) en Chine : Particularités et tendances

- a. Création des ZFE en Chine
- b. Droit du travail et autres questions
- c. Emploi des Entreprises financées par des capitaux étrangers (EFCE) et des ZFE

III Contribution économique des ZFE en Chine

- a. Pilier de l'économie chinoise
- b. Moteur de l'économie régionale
- c. Modernisation technologique
- d. Niveau de rémunération

IV Contribution sociale des ZFE en Chine

- a. Relations d'emploi
- b. Ressources humaines
- c. Formation et amélioration des compétences
- d. Organisation des travailleurs
- e. Responsabilité sociale des entreprises et « Société harmonieuse »

V Conclusions et domaines de recherche future

Bibliographie

Annexe I- Répartition des zones de développement en Chine

Annexe II- Catalogue industriel de la Chine

Annexe III- Méthodologie employée pour la revue de la littérature

Zones franches d'exportation en Chine

I- Introduction

Les zones franches d'exportation (ZFE) sont l'une des composantes les plus importantes de la stratégie de promotion des exportations dans les pays en développement depuis les années 1960. Lorsque la Chine a établi ses premières ZFE en 1979, celles-ci venaient de commencer à prendre leur essor en Asie. Le nombre de ZFE présentes en Chine/Asie est passé à 500 avant 1996 (OCDE) et à 2 700 avant 2003 (BIT). Les ZFE emploient 42 millions de travailleurs dans le monde, et 30 millions d'entre eux travaillent dans plus de 200 ZFE en Chine, ce qui reflète l'importance de ces zones.

L' Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel – ONUDI- (1980) donne la définition suivante d'une ZFE : « une zone de taille relativement petite et détachée d'un pays sur le plan géographique, dont l'objectif est d'attirer des industries à vocation exportatrice, en leur offrant des investissements et des conditions commerciales particulièrement favorables par rapport au reste du pays d'accueil. Les ZFE permettent notamment d'avoir recours à l'importation de produits pour procéder à des exportations en franchise de douane ». Le BIT donne une définition plus générale : « des zones industrielles proposant des mesures d'incitations particulières en vue d'attirer les investisseurs étrangers, dans lesquelles les produits

importés subissent un certain degré de transformation avant d’être réexportés ». La typologie du BIT divise les ZFE relatives à la production en trois grandes catégories : les Zones économiques spéciales (ZES), les Zones libres industrielles (ZLI) et les Zones d’entreprise (ZE). Les deux dernières, y compris les autres services liées aux ZFE, sont appelées des « Zones de développement » (ZD) en Chine.

Les ZFE chinoises ont démarré en tant que Zones économiques spéciales (ZES) à Shenzhen, à Zhuhai, à Shantou et à Xiamen en 1980. Ces quatre zones se sont ensuite étendues à 14 villes côtières ouvertes¹. L’ensemble de la province de Hainan est devenue une ZES en 1985. La même année, le delta de la rivière Yangzi, le delta de la rivière des Perles, le delta du sud Fujian, la péninsule Shandong, la péninsule Liaodong, les provinces Heibei et Guangxi sont également devenus des zones côtières ouvertes. Au cours des années qui ont suivi, des politiques ouvertes familières ont été adoptées dans la plupart des capitales provinciales, dans certaines villes frontalières ouvertes², ainsi que dans certaines villes ouvertes longeant la rivière Yangzi³. Avant la fin de 1992, la Chine avait établi 60 ZFE (5 Zones économiques spéciales, 15 villes côtières ouvertes, 8 villes ouvertes longeant une rivière, 19 villes intérieures ouvertes et 13 villes frontalières ouvertes).

1 Ces villes ouvertes comprennent Dalian, Qinhuangdao, Tianjin, Yantai, Qingdao, Natong, Shanghai, Ningbo, Wenzhou, Fuzhou, Guangzhou, Zhanjiang et Beihai. Weihai est la 15^{ème} ville ouverte à avoir été ajoutée plus tard à la liste.

2 La Chine a créé 14 Zones de coopération économiques frontalières (ZCEF) et deux Zones de commerce mutuel.

3 Comprend Wuhu, Jiujiang, Wuhan, Yueyang, Chongqing, Yichang, Wanxian, Fuling.

Ces différentes zones ouvertes comprennent des provinces, des villes de planification séparée (ou des villes à juridiction semi-provinciale), ainsi que des villes entières. Outre les quatre premières, les ZFE chinoises (notamment les villes ouvertes) sont plus des juridictions que des zones physiques – une innovation chinoise. Après cela, ce type de juridiction s’est étendu à presque toutes les régions chinoises et les politiques ont évolué, passant des zones de développement entre les régions à des zones se développant de l’intérieur vers l’extérieur au sein de la même région, ce qui rapproche le concept des ZFE des Zones de développement en Chine.

Les Zones de développement (ZD) sont des ZFE qui se sont développées dans les villes principales (qui comprennent un grand nombre de ZES) que l’on appelle généralement les « nouveaux districts ». Selon la typologie nationale chinoise, les ZD sont divisée en six catégories principales. Les Zones de développement économiques et technologiques (ZDET), les Zones de développement industriel high-tech (ZDIH) et les Zones de coopération économiques frontalières (ZCEF) font généralement partie d’une ville autorisant l’entrée de toute une gamme de produits détaxés et un large éventail d’activités. Ces zones sont conformes à la définition que donne le BIT d’une Zone d’entreprises. Les Zones franches (« Bonded Zones ») et les Parcs logistiques, les Zones franches d’exportation, les Parcs industriels⁴

⁴ Le parc industriel de Suzhou est considéré comme une ZFE.

et les Zones d'investissement⁵ chinoises sont généralement des enclaves urbaines, qui attirent principalement des industries d'exportation – ce qui correspond à la définition que donne le BIT des Zones industrielles/Zones libres commerciales.

Tableau 1- Typologie des ZFE en Chine

Typologie nationale chinoise	Typologie du BIT
Zone économique spéciale (ZES) Côtière ouverte /située le long d'une rivière/A l'intérieur des terres/ Ville frontalière	Zone économique spéciale
Zone de développement technologique et économique (ZDTE) Zone de développement industriel High-tech (ZDIH) Zone de coopération économique frontalière (ZCEF)	Zone d'entreprise
Zone franches /Parc logistique (ZF / ZL) Zone franche d'exportation (ZFE) Parc industriel, Zone d'investissement (PI / ZI)	Zone industrielle /Zone libre commerciale

Source: BIT, Types de zones: Une typologie de leur évolution, <http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/themes/epz/typology.htm>.

Avant la fin de 2005, il y avait 210 Zones de développement nationales⁶ (notamment 123 Zones d'entreprise et 87 Zones industrielles/Zones libres commerciales) et 1 346 Zones de développement provinciales. Parmi elles, environ deux-tiers des Zones de développement nationales chinoises et la moitié des zones provinciales étaient situées dans la Chine orientale, où se trouve la zone côtière. A l'exception des ZCEF, qui sont conçues spécialement pour les régions intérieures, d'autres types de zones de développement sont concentrées en Chine côtière, notamment les Zones industrielles/Zones commerciales libres.

⁵ La zone d'investissement de l'entreprise taiwanaise Xiamen Haicang est considérée comme une ZFE.

⁶ 12 stations balnéaires ne sont pas comprises.

Ce n'est que grâce à la stratégie « de développement de la Chine occidentale » que certaines régions occidentales du pays sont dotées de 10 ZDIH et de 6 ZCEF.

Tableau 2- Répartition régionale des Zones de développement chinoises

	Total	oriental	Central	occidental
Zone de développement nationale				
ZDTE	54	33	10	11
ZDIH	53	29	14	10
ZCEF	16	3	7	6
ZL	22	22		
ZFE	57	44	7	6
PI / ZI	8	8		
	210	139	38	33
Zone de développement provinciale				
	1346	683	483	180

Source: Comité national chargé de la réforme et du développement, Catalogue du bulletin relatif à la censure des Zones de développement chinoises 2006, <http://www.ndrc.gov.cn>.

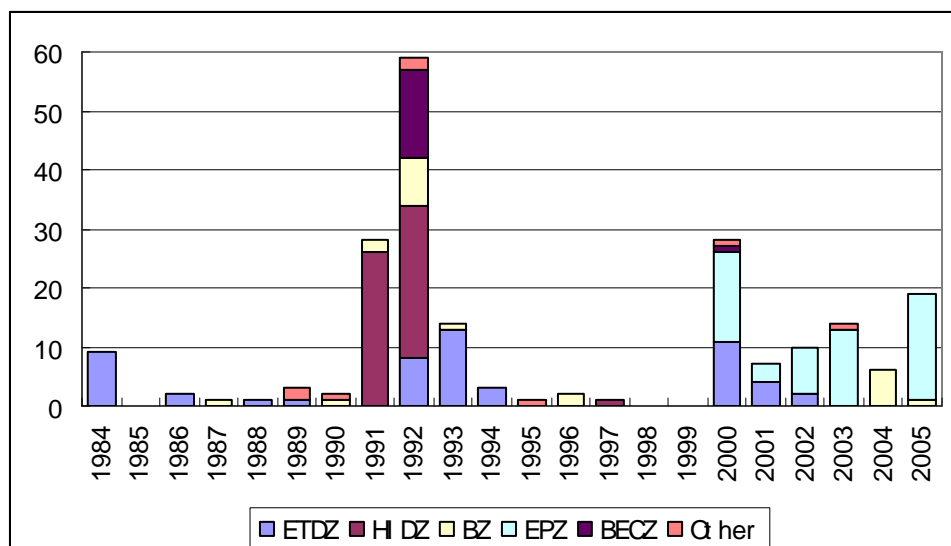
II- Le Développement des ZFE chinoises

a. Création des ZFE chinoises

Les ZFE chinoises ou zones de développement ont connu trois vagues de développement. La première phase a duré de 1984 à 1990. Outre les 9 ZDTE établies en 1984, seulement 9 autres Zones de développement ont été établies au cours des années suivantes. La période allant de 1991 à 1999 était la seconde phase d'expansion et de ralentissement. Pendant l'apogée de cette période en 1992, 58 Zones de développement ont été établies et 52 ZDIH ont également été créées à la fin de l'année. Le nombre de Zones de développement a été multiplié par six de 1990 à 1993, ce qui a également permis aux apports d'Investissements directs étrangers (IDE) de doubler, voire de tripler, au cours de cette période. Après 2000,

alors que la Chine se préparait à adhérer à l'OMC, une série de ZFE (selon la typologie chinoise) a été créée pour accroître les exportations. L'objectif principal de la troisième vague de ZDTE est de mettre en œuvre la stratégie « de développement de la Chine occidentale ».

La première phase a commencé avec l'établissement de ZES à Shenzhen, - première « expérience » faite par la Chine en vue d'ouvrir ses portes au monde. Le signe annonciateur de la deuxième phase était la Nouvelle zone de Shanghai Pudong, qui comprend une ZDTE, une Zone limitée (Waigaoqiao), une ZFE (Jinqiao) et une Zone commerciale et financière (Lujiazui). Pudong était considérée comme la première expérience chinoise sur la voie de l'économie de marché. La troisième phase a été déclenchée par l'adhésion de la Chine à l'OMC et à partir de 2005, un nouveau type de « Zone pilote d'appui à la réforme intégrée nationale » a été créé dans les Nouvelles zones de Pudong et de Tianjin Binhai. Binhai a été conçu pour être le successeur de Pudong, en cinq fois plus grand. Plusieurs déréglementations financières ont été initiées là-bas exclusivement et Bihnai pourrait représenter une mesure de rééquilibrage financier par rapport aux centres existants de Shanghai, de Hong Kong et de Singapour.



Graphique 1- Création des Zones de développement (1984-2005)

Notes: -a. les stations touristiques ne sont pas incluses.

b. Les Parcs logistiques sont inclus dans les Zones Franches.

c. Les Zones de commerce mutuel sont incluses dans les Zones de coopération économiques frontalières.

d. Les autres entités comprennent les Parcs industriels et les Zones d'investissement.

Source: Comité national chargé de la réforme et du développement, Catalogue du bulletin relatif à la censure des Zones de développement chinoises 2006, <http://www.ndrc.gov.cn>.

La Chine a établi 13 ZDTE⁷ au sein des villes côtières ouvertes pendant les années 80. Au début des années 90, 24 autres ZDTE⁸ ont été développées dans les villes côtières restantes⁹ et dans les capitales provinciales de la Chine centrale.

⁷ La zone d'investissement de l'entreprise taiwanaise Xiamen Haicang est incluse.

⁸ La Zone franchises d'exportation Shanghai Jinqiao, la Zone de développement économique Shanghai Yangpu, le Parc industriel Suzhou, la Zone de développement Nigbo Daxie sont aussi inclus dans les statistiques du Ministère du commerce.

⁹ Inclut Weihai, Wunzhou, Ningbo, Fuzhou et la deuxième ZFE de Guangzhou.

Grâce à la stratégie de « développement de la Chine occidentale », les 17 ZDTE à avoir été récemment créés sont apparues dans les capitales provinciales occidentales et dans les capitales provinciales centrales après 2000, ce qui signifie que chaque capitale provinciale a désormais sa propre ZDTE.

La principale mesure d'incitation des ZDTE est la taxe réduite sur les transactions commerciales, qui est passée de 33 % à 15 %. En moyenne, le taux d'imposition réel s'élève à 11 % au sein de la zone par rapport à 26,7 % à l'extérieur des zones. En outre, toutes les entreprises de production financées par des capitaux étrangers sont exemptées de la taxe nationale sur les transactions commerciales pendant les deux premières années d'exercice, et assujetties à 50 % de la taxe les trois années suivantes. Elles sont également exemptées des impôts locaux pendant cinq années. Les procédures de contrôle des changes ont été également réduites, même lorsque la Chine a connu une pénurie de réserves en devises dans les années 80.

Au cours des années de forte croissance (de 1991 à 1993) des ZFE en Chine, d'autres types de Zones de développement ont été créés dans la plupart des ZES, dans les capitales provinciales et dans les deltas. Pendant ces deux années, 52 ZDIH¹⁰ ont été créées¹¹.

¹⁰ Les industries high-tech comprennent les produits médicaux et pharmaceutiques et les constructeurs d'avions et d'aéronefs, le matériel de communication et les électrons, les ordinateurs et la bureautique, l'équipement médical et les compteurs.

¹¹ La ZDHI de Yangling a été créée en 1997.

Ces zones se concentraient sur les industries high-tech et avaient pour ambition de moderniser les industries chinoises. Elles sont gérées par le Ministère de la science et de la technologie chinoise, tandis que d'autres zones de développement sont gérées par le Ministère du commerce.

Ces deux types de zone se trouvent généralement dans les villes et correspondent à la définition d'une Zone d'entreprise donnée par le BIT. Pendant ses années de croissance, la Chine a établi plus de 10 Zones Franches (ZF) dans les ZES et dans les villes côtières. Elles combinent en fait les caractéristiques des zones libres commerciales et industrielles définies par le BIT, et six d'entre elles ont élargi leurs Parcs logistique limités en 2004, qui sont des zones libres à vocation purement commerciale.

Conjointement à l'essor des transformations commerciales chinoises suite à son adhésion à l'OMC, un type de zone libre à vocation purement industrielle, les Zones franches d'exportation chinoises *stricto sensu*, a très rapidement pris son essor. Au cours des cinq dernières années, 58 ZFE ont été créées à Shenzhen, à Xiamen, dans les villes ouvertes côtières (Wenzhou et Zhanjiang) et dans plus de dix capitales provinciales intérieures. Shanghai et Jiangsu sont devenues des zones de concentration importante pour les ZFE chinoises, 20 ZFE étant situées dans ce centre de transformation des produits d'exportation.

Lorsque la Chine a créé les Zones Franches en 1992, leur fonction principale était de faire progresser les transformations et le commerce international chinois en mettant sur pied des entrepôts limités (où les marchandises sont exemptées de toute entrave) et en permettant aux biens d'équipement et aux facteurs de production d'être exemptés de taxes. Toutefois, cette pratique a montré que les ZF convenaient beaucoup mieux au commerce de marchandises qu'aux transformations commerciales, et la Chine a donc établi une série de ZFE pour remédier à cette carence.

Les ZFE chinoises sont des zones très simples qui possèdent le degré d'ouverture le plus élevé du pays (Huang et Lin, 2002). Outre les mesures d'incitation proposées par les ZF, les biens de production qui entrent dans les ZFE sont traités comme des produits d'exportations. Les produits manufacturés sont affranchis de l'impôt sur la valeur ajoutée et de contributions directes. En outre, les douanes fournissent un service 24 heures sur 24 au sein de ces zones.

Les mesures d'incitation offertes à toutes les entreprises implantées dans des ZF pour leurs exportations comprennent notamment une réduction de la taxe sur les exportations et sur le crédit¹² à l'exportation.

12 La priorité consistant à utiliser et préserver les devises a perdu de son importance en raison de la forte croissance des réserves de change chinoises.

L'impôt sur la valeur ajoutée (TVA) et les remises de droits de douane sur les exportations sont des mesures d'incitation financière qui sont largement employées pour encourager les exportations. Elles visent à détaxer toutes les exportations afin d'éliminer une double taxation avant que les exportations ne parviennent aux consommateurs dans le pays importateur. Les crédits à l'exportation sont des facilités financières ou des prêts accordés au exportateurs ou aux importateurs, qui comprennent des prêts sur la base de lettres de crédit, la de la facture d'exportation, des prêts à la promotion des exportations à des taux d'intérêt préférentiels et des possibilités de paiements différés pour les importateurs. De même, une assurance crédit à l'exportation est prévue pour les exportateurs afin de leur permettre de couvrir le crédit ou les risques politiques liés à leurs activités d'exportation. Ces politiques ont été fructueuses et ont considérablement contribué aux exportations chinoises, tant à court qu'à long terme (Fu, 2003).

b. Droit du travail et autres questions

Les entreprises ayant investi en Chine doivent assumer la responsabilité de la santé, de la sécurité, des traitements médicaux et des droits et intérêts de leurs employés, conformément au droit du travail en vigueur en Chine.

La loi de la République Populaire de Chine sur le travail ainsi que la loi sur les syndicats constituent l'essentiel de la législation chinoise du travail. Des mesures

législatives supplémentaires ont également été prises sur certains aspects spécifiques. Cette législation, qui s'applique à toutes les entreprises et organisations économiques, touche la plupart des questions relatives à l'emploi, y compris le recrutement, les contrats, la rémunération, les conditions de travail, la santé et la sécurité sur le lieu de travail, la main d'œuvre féminine et le règlement des différends. Les pratiques en matière d'emploi varient toutefois d'une région à l'autre étant donné que les départements du travail locaux et provinciaux disposent d'une marge de manoeuvre considérable pour traiter les questions relatives à l'emploi.

Les Entreprises financées par des capitaux étrangers (EFCE) recrutent des travailleurs chinois directement ainsi que par l'intermédiaire d'agences ou d'organisations locales pour l'emploi. Les ressortissants étrangers doivent toutefois obtenir l'aval de l'agence locale pour l'emploi et l'employeur se voit dans l'obligation de donner les raisons pour lesquelles les travailleurs locaux ne peuvent pas pourvoir le poste ou ne sont pas qualifiés. Ces dernières années, les EFCE ont fait face à des difficultés croissantes pour recruter et retenir une main d'œuvre hautement qualifiée en Chine étant donné que la demande est plus importante que l'offre. Cela est particulièrement vrai à Beijing, Shanghai et Guangdong où les multinationales et les autres EFCE sont particulièrement présentes.

Le droit du travail exige un salaire minimum, qui est déterminé au niveau provincial. Les employeurs doivent déduire et retenir l'impôt sur le revenu de

l'employé, l'assurance sociale et les prestations connexes. Le Ministère du travail et de la sécurité sociale a notamment publié à la fin de 2003 une nouvelle version¹³ du Règlement relatif au salaire minimum, entré en vigueur au 1^{er} mars 2004. Cette nouvelle réglementation a permis de doter les provinces d'une méthode servant à déterminer le niveau de salaire minimum.

Avant d'employer les ressortissants chinois dans les bureaux de représentants étrangers en Chine, l'employeur doit obtenir l'approbation et un certificat d'inscription du bureau représentatif. Cependant, tous les contrats de travail émanant d'un bureau représentatif doivent passer par les organisations ou les agences locales pour l'emploi, telles que la « Foreign Enterprise Service Company » (FESCO) ou le « China International Intellectech Corp » (CIIC). Les niveaux de salaires sont rigides en des normes fixées par ces organisations.

Tableau 3- Revenus régionaux minimaux exigés

	Date	Niveaux de revenus régionaux (Yuan RMB / Mois)						
Beijing	2006.07.01	640						
Tianjin	2006.04.01	570	650					
Hebei	2006.10.01	580	540	480	440			
Shanxi	2006.10.01	550	510	470	430			
Inner Mongolia	2006.10.01	560	520	460	400			
Liaoning	2006	590	480	420				
Jilin	2006.05.01	510	480	410				
Heilongjiang	2006.05.01	620	590	475	450	420	400	380
Shanghai	2006.09.01	750						
Jiangsu	2006.10.01	750	620	520				
Zhejiang	2006.09.01	750	670	620	540			
Anhui	2006.10.01	520	500	460	430	390	380	
Fujian	2006.08.01	650	600	570	550	480	400	

¹³ L'ancienne version de 1993 n'indiquait que le salaire minimum des entreprises.

Jiangxi	2006.12.17	510	480	450	420	390				
Shandong	2006.10.01	610	540	480	430	390				
Henan	2006.10.01	480	400	320						
Hubei	2006.03.01	460	400	360	320	280				
Hunan	2006.07.01	600	500	480	450	420	400			
Guangdong	2006.09.01	780	690	600	500	450				
Guangxi	2006.09.01	500	435	390	345					
Hainan	2006.07.01	580	480	430						
Chongqing	2006.09.01	580	480	440						
Sichuan	2006.09.11	580	510	450	400					
Guizhou	2006.10.01	550	500	450						
Yunnan	2006.07.01	540	480	420						
Tibet	2006.11.01	495	470	445						
Shaanxi	2006.10.01	540	500	460	420					
Gansu	2006.08.25	430	400	360	320					
Qinghai	2006.07.01	460	450	440						
Ningxia	2006.03.01	450	420	380						
Xinjiang	2006.05.01	670	620	580	550	520	500	480	460	440

Source : Ministère du travail et de la sécurité sociale, "Minimum Wage Institution Continuously Improving, Minimum Wage Requirement Continuously Increasing", *Renmin Ribao (People Daily)*, 4 Octobre 2007.

Les entreprises conjointes (EC) ou les entreprises à capital entièrement étranger (ECEE) peuvent procéder à leur propre recrutement et utiliser leurs propres contrats de travail (mais ils doivent incorporer certaines modalités particulières en fonction des conditions fixées par le gouvernement local). Par rapport à un bureau représentatif, une EC ou une ECEE peut fixer ses propres niveaux de salaires ou de prestations sociales. Il y a aussi des régimes de sécurité sociale que les entreprises doivent adopter, incluant des prestations de base en matière de retraite, chômage, maladies, logement et transports.

Il n'y a pas de restrictions concernant le recrutement des Chinois locaux ; toutefois, recruter des personnes résidant hors de Chine, y compris à Hong Kong ou à

Taiwan, requiert l'approbation préalable des bureaux chargés de l'emploi et de la sécurité sociale ainsi qu'un visa ou un permis de travail.

En général, l'une des questions les plus importantes à prendre en compte est l'exactitude des CV fournis par les candidats. Les diplômes et les CV falsifiés sont monnaie courante en Chine. Une manière d'empêcher cela est de permettre à l'employeur de conserver le droit de révoquer le contrat de travail si les informations fournies sur les CV des candidats se révèlent fausses. Les employeurs ont également la possibilité de poursuivre ces employés en justice. Une autre pratique communément adoptée consiste à faire passer des examens médicaux¹⁴ aux nouveaux employés.

Pour les bureaux représentatifs, les contrats rédigés sont des contrats types, fournis par les agences gouvernementales chargées des ressources humaines. Les EC et les ECEE peuvent rédiger leurs propres contrats du moment qu'ils sont conformes à la législation chinoise du travail.

¹⁴ Le test de grossesse n'est pas compris dans les examens médicaux pratiqués en Chine.

Encadré 1- Réglementation en matière d'environnement

La loi relative à la protection de l'environnement (LPE) a été officiellement promulguée en 1989. La LPE énonce les principes de base en matière de prévention de la pollution et de protection de l'environnement et impose une responsabilité pénale en cas de pollution grave de l'environnement.

La loi relative à l'évaluation de l'impact sur l'environnement : promulguée le 28 octobre 2002, elle est entrée en vigueur en septembre 2003. Elle précise les exigences s'imposant aux investisseurs étrangers dans le domaine de l'environnement, le rôle des départements gouvernementaux, et les questions de responsabilité en cas de non respect. Cette loi comprend des dispositions relatives à la transparence de l'information ; la protection des droits des participants ; et les procédures et méthodes permettant une participation publique, incluant sondages d'opinion, consultations, séminaires, débats et audiences.

La réglementation concernant le recyclage et le traitement des ordures et des appareils électriques ménagers usagés (que l'on appelle souvent « la WEEE chinoise ») a été transmise au Conseil d'Etat par le Comité national chargé du développement et de la réforme, qui mettra en place un système chargé d'établir les responsabilités des fabricants et des vendeurs, s'agissant d'abord des télévisions, des réfrigérateurs, des machines à laver, des systèmes de climatisation et des ordinateurs.

Les mesures portant sur la gestion du contrôle de la pollution par les produits électroniques d'information (que l'on appelle souvent « RoHS chinoise ») stipulent que le 1^{er} janvier 2006 sera la date de départ, et mars 2007 la date d'entrée en vigueur s'agissant des: radars électroniques, produits de communication électroniques, radios et télévisions, compteurs et instruments de mesure électroniques, produits électroniques spécialisés, pièces et composants électroniques, matériaux

électroniques, logiciels et accessoires informatiques de même que produits informatiques et appareils ménagers électroniques.

c. Les conséquences des exportations sur l'emploi, les investissements directs étrangers (IDE) et les ZFE

Dans un pays doté d'un excédent de main d'œuvre, les exportations et les IDE ont joué un rôle important pour absorber cette main d'œuvre considérable. On a constaté que les exportations, soutenues par les IDE chinois axé sur l'exportation, représentaient une capacité de production efficace et permettaient d'absorber la main d'œuvre excédentaire. Cela est particulièrement vrai pour les ZFE et les Entreprises situées dans les villes et villages (EVV). La recherche empirique a démontré que dans les EVV, une augmentation de 1 % des exportations totales représentait environ 213 000 création d'emplois dans le secteur. De 1998 à 2003, les exportations des EVV ont augmenté de 15,5 % par an en moyenne. Pour un pays tel que la Chine, dont le taux de chômage est élevé, cela veut dire que 3 millions d'emplois ont été créés chaque année dans le secteur des EVV stimulé par la croissance rapide des exportations (Fu et Balasubramanya).

L'effet direct des IDE sur l'emploi est également important en Chine. Le nombre d'emplois dans les EFCE a triplé entre 1995 et 2005. Au cours de la période allant de 1995 à 2000, le nombre total d'emplois dans les entreprises industrielles a diminué de 18,8 %, alors que les emplois offerts par les EFCE ont augmenté de 24,4 %. Lorsque

le nombre total d'emplois offerts par les entreprises industrielles chinoises est passé de 89,24 millions en 2000 à 105,20 millions en 2005, les EFCE contribuaient à cette augmentation à hauteur de 56 %.

Tableau 4- Emplois dans des Entreprises financées par des capitaux étrangers

Unité: mille personnes

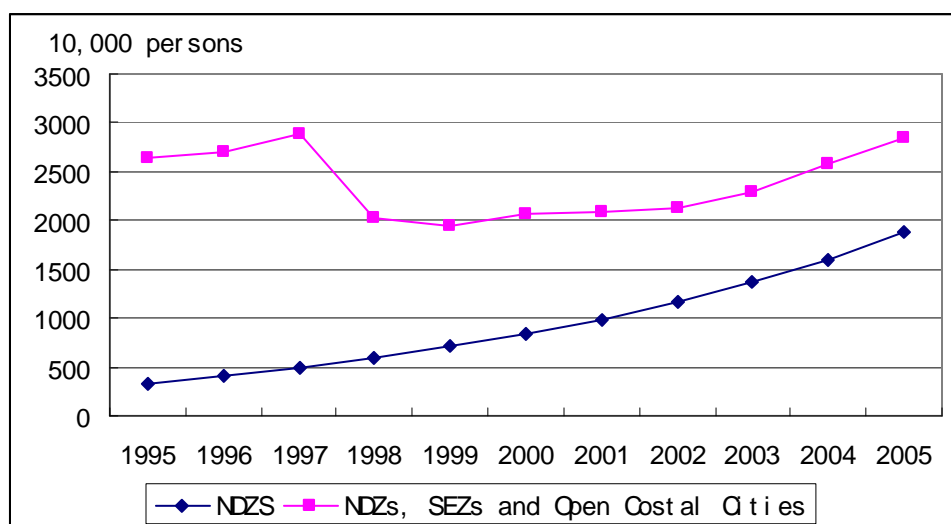
	1995	2000	2005
Emplois dans des entreprises financées par des capitaux étrangers	8078.2	10053.3	18996.4
Emplois dans les entreprises industrielles	109930	89240	105200
Part des EFCE (%)	7.35	11.27	18.06

Notes : L'emploi dans les entreprises industrielles fait référence à l'empli dans toutes les entreprises industrielles (y compris étatiques, détenues par des collectivités ou d'autres entités, privées ou les EVV).

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques, Beijing : China Statistics Press, 1996, 2006.

L'augmentation des emplois dans les EFCE a eu pour corollaire l'accroissement considérable du nombre d'emplois dans les Zones de développement, dans lesquelles les deux tiers des emplois sont offerts par des EFCE. Au total, le nombre d'emplois dans l'ensemble des Zones de développement nationales est passé de 3,3 % en 1995 à 18,8 % en 2005, ce qui explique l'augmentation des emplois offerts par les entreprises industrielles chinoises, qui est passée de 3,9 % à 17,8 %. Si l'on compte les emplois dans les ZES et dans les villes ouvertes côtières, qui se trouvent à l'extérieur des ZD nationales, le chiffre total approche les 30 millions, selon une estimation du BIT, ce qui représente environ 30 % du total des emplois dans les entreprises industrielles. Le nombre d'emplois à l'extérieur a diminué en raison de la politique de débauchage qui a commencé à être appliquée à partir de 1998. Les ZD

sont devenues l'une des principales sources d'emplois industriels en Chine au cours des dix dernières années, même si la plupart de ces emplois sont proposés par des EFCE implantées dans ces ZD.



Graphique 2- Part du total des emplois des ZD nationales dans les entreprises industrielles

Note s: Les emplois dans les autres ZD nationales sont des évaluations de la sommes des ZDTE et ZDIH. Le chevauchement des ZD nationales dans les ZES et les villes côtières ouvertes

Source : Ministère du commerce (Chine), Rapport 2005 sur le développement des zones de développement technologiques et économiques nationales, <http://www.fdi.gov.cn>.

Ministère de la science et de la technologie, Statistiques concernant les industries chinoises High-tech (diverses années), <http://www.sts.org.cn>.

Les statistiques émanant du Ministère du travail et de la sécurité sociale montrent que Guangdong, Zhejiang, Shanghai, Beijing, Jiangsu, Fujian et Tianjin sont les sept premières régions cibles pour les travailleurs migrants. En 2002, elles représentaient 82 % de la totalité des flux parmi toutes les régions. Cinq d'entre elles sont également les régions où l'on trouve la plupart des Zones de développement¹⁵.

Parmi toutes ces régions, les six provinces principales comptant le plus grand nombre de Zones de développement regroupent une grande partie du nombre total des emplois offerts par les EFCE. Le nombre de leurs employés a triplé, passant de 6 millions à 15,8 millions au cours des dix dernières années et le nombre total des emplois offerts par les EFCE est passé de 73,7 % à 83,0 %. En fait, ces six provinces ont représenté 89,8 % de la croissance des emplois offerts par les EFCE.

Tableau 5- Emplois dans les EFCE régionales et dans les Zones de développement nationales

	1995		2005	
	Emplois dans les EFCE (Mille)	Nombre de ZD nationales	Emplois dans les EFCE (Mille)	Nombre de ZD nationales
Shanghai	571.2 (7.07)	7 (5.69)	1374.0 (7.23)	15 (7.14)
Jiangsu	730.4 (9.04)	10 (8.13)	2452.1 (12.91)	25 (11.90)
Zhejiang	485.6 (6.01)	7 (5.69)	1625.7 (8.56)	12 (5.71)
Fujian	809.8 (10.02)	12 (9.76)	1707.5 (8.99)	15 (7.14)
Shandong	603.6 (7.47)	9 (7.32)	1485.9 (7.82)	17 (8.10)
Guangdong	2753.2 (34.08)	14 (11.38)	7120.6 (37.48)	22 (10.48)
Total	5953.8 (73.69)	59 (47.97)	15765.8 (82.99)	106 (50.48)

Notes : Les chiffres entre parenthèses représentent la part du total de la Chine.

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques, Pékin : China Statistics Press, 1996, 2006.

15 Ministère du travail et de la sécurité sociale, « Quantité, structure et caractéristiques des flux de travailleurs migrants actuels », <http://www.molss.gov.ch>

Les emplois proposés par les EFCE, composante principale des Zones de développement, sont divisés en deux groupes d'industries ; les textiles et les vêtements, d'une part, et le matériel électrique et de communication, d'autre part. Ces industries représentent 49,7 % du total des emplois et 44,2 % de la production industrielle (PI). Elles préfèrent généralement la main d'œuvre qualifiée peu coûteuse

et se concentrent dans les Zones de développement, ce qui a représenté l'un des facteurs de croissance de l'emploi les plus importants au sein des Zones de développement.

Tableau 6- Top 5 des secteurs d'emplois dans les entreprises financées par des capitaux étrangers en 2005

	Emplois		Production industrielle brute	
	Nombre (mille)	(%)	Chiffre (Milliard de Yuan)	(%)
Textiles	1481.1	7.80	320.18	4.01
Vêtements, chaussures, et casquettes	1787.7	9.41	229.01	2.87
Cuir, Fourrure, Plume	1460.1	7.69	182.71	2.29
Équipement et matériel électrique	1531.6	8.06	526.47	6.59
Matériel de communication, ordinateurs	3184.9	16.77	2271.23	28.44
Total		49.72		44.20

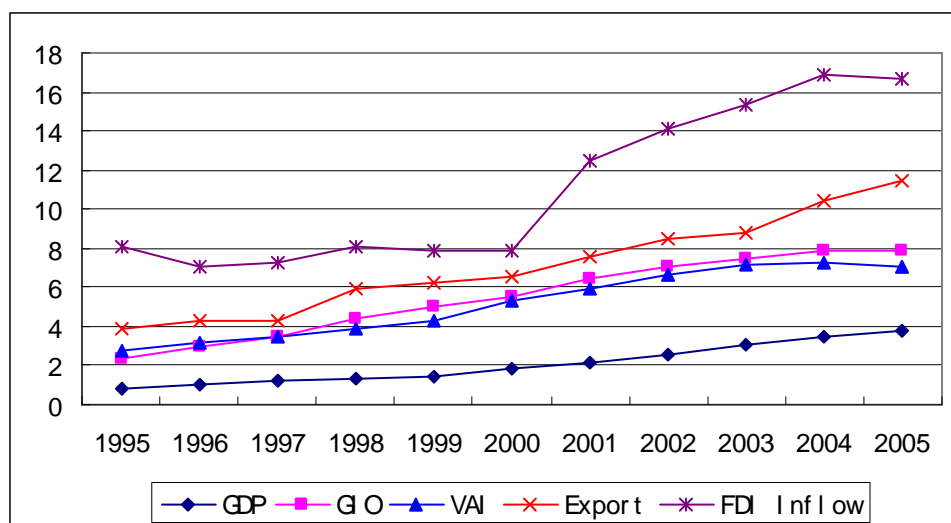
Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques, Pékin : China Statistics Press, 1996, 2006.

III- Contribution économique de la Chine aux ZFE

a. Pilier de l'économie nationale

Même si la zone comprenant les 49 ZDTE ne s'étend que sur 584 kilomètres carrés, soit 0,006 % de la superficie chinoise, ces zones représentaient en 2005 3,8% du PIB chinois, 8 % de la production industrielle brute (PI) et 7 % de la valeur ajoutée industrielle (VAI) en 2005. Avant 2000, les ZDTE bénéficiaient d'une part stable des flux d'IDE chinois, soit environ 8 %. Ce chiffre a doublé au cours des cinq années suivantes pour atteindre 16,7 % en 2005. En même temps, la part des exportations

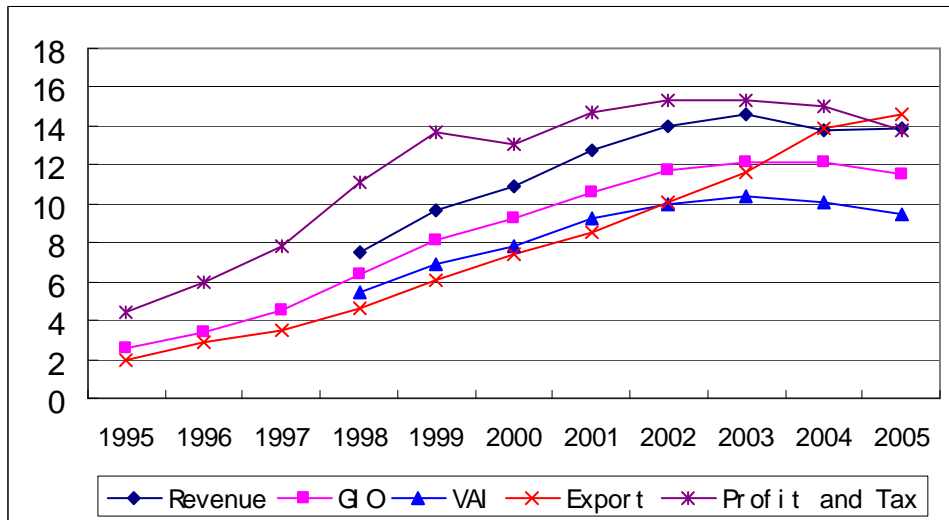
provenant des ZDTE a également doublé, passant de 6,85 % en 1995 à 12,49 % en 2005.



Graphique 3- Part des ZDTE nationales dans l'économie chinoise (%)

Rapport 2005 sur le développement des zones de développement technologique et économiques nationales, <http://www.fdi.gov.cn>.

Les 53 ZDIH apportent une contribution encore plus importante à l'économie. Leur superficie totale s'étend sur 963 kilomètres carrés, soit 0,01 % de la superficie totale de la Chine. En 2005, leur main d'œuvre représentait 5 % de la main d'œuvre industrielle chinoise totale, alors que les ZDTE représentaient 4 % du total de la main d'œuvre industrielle chinoise. Malgré le fait qu'elles représentaient initialement la même proportion de main d'œuvre que les ZDTE en termes de PI et de VAI, elles représentaient environ 3,7% et 2,4% de plus que les ZDTE en 2005. La valeur de leurs exportations a considérablement augmenté passant de 2,0% en 1995 à 14,7% en 2005, ce qui représente 3,2% de plus que les ZDIH.



Graphique 4- Part des ZDTE nationales dans l'économie chinoise (%)

Notes : La part des profits et taxes est peut-être surestimée dans la mesure où ces taxes se résument à la taxe sur la valeur ajoutée.

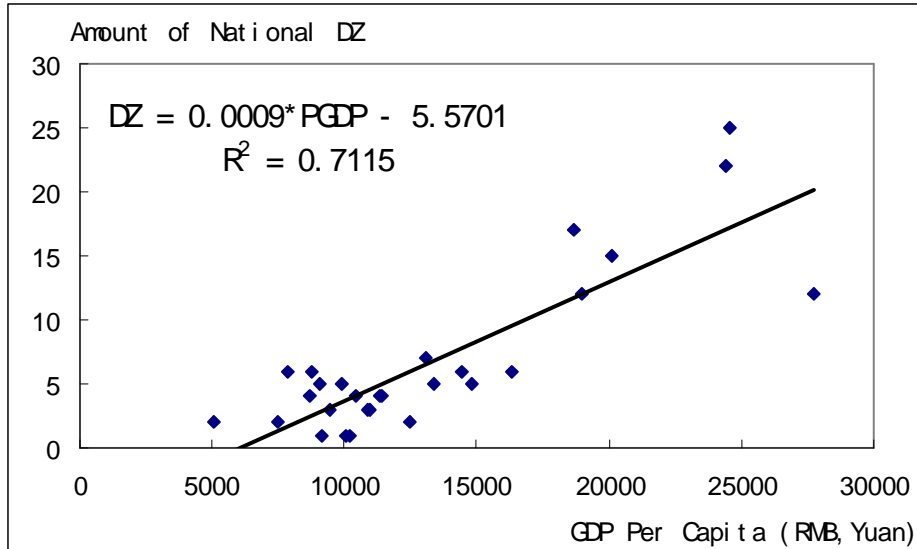
Source : Ministère de la science et de la technologie, Statistiques concernant les industries de haute technologie (diverses années), <http://www.sts.org.cn>.

Ces deux types de zones de développement représentent une part considérable des réserves d'IDE, en particulier les ZDTE. Fin 2005, le stock d'IDE des ZDTE de Chine orientale s'élevait à 99,93 milliards de dollars américains et représentait 16,1% du total des IDE chinois. Les ZDTE de la Chine centrale et occidentale ne représentaient que 9,96 % et 2,68 %. Cette répartition était bien plus inégale que le chiffre total des ZDTE. Les stocks réels d'IDE des ZDIH représentaient également 76,08 milliards de dollars américains à la fin 2006, soit 11 % du total chinois. Cela veut dire que les Zones de développement nationales comptent peut-être pour un tiers des réserves d'IDE chinoises.

Selon les statistiques des douanes, le total des activités commerciales dans les Zones Franches et les ZFE représentaient 109,69 % de milliards de dollars en 2004, soit 9,5 % du commerce extérieur chinois. Avec les ZDTE, les ZDIH et les autres ZD, les zones de développement nationales représentaient plus de 10 % du PIB et des emplois industriels chinois, à savoir un tiers du chiffre total de la PI et des la VAI, et probablement un tiers du total des activités commerciales et des IDE (flux et stocks confondus). Les statistiques émanant du Ministère du commerce chinois indiquent également que la part des activités commerciales et du PIB chinois dans toutes les zones de développement (y compris les zones de développement à l'échelle provinciale et en dessous) représentaient respectivement 87 % et 68 % en 2005¹⁶, ce qui fait d'elles le moteur de l'économie chinoise.

b. Moteurs de l'économie régionale

Au cours des vingt dernières années, les Zones de développement nationales ont grandement contribué à l'essor de l'économie chinoise et sont devenues des moteurs de croissance dans de nombreuses régions. A l'exception des trois municipalités, le PIB *per capita* dans les autres 28 régions en 2005 présentait un rapport étroit avec les niveaux de développement atteint dans les zones de développement. Cela indique que les régions dotées de zones de développement en ont tiré bénéfice.



Graphique 5- Zone de développement national et développement économique régional

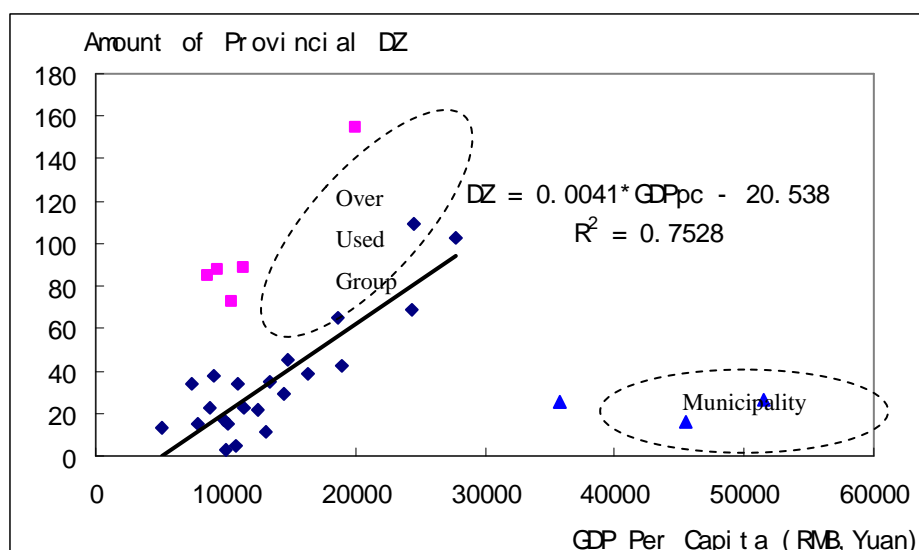
Notes : Municipalités non incluses.

Source : Bureau des statistiques nationales, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China statistics press, 2006.

Nous constatons également que le nombre de Zones de développement provinciales est lié au développement économique des régions chinoises. Outre les trois municipalités et un groupe de provinces¹⁷ qui ont « sur-utilisé » les Zones de développement, le nombre de Zones de développement provinciales est en corrélation avec leur PIB par habitant en 2005. Cela indique que les zones de développement provinciales jouent également le rôle de moteurs de l'économie chinoise régionale.

¹⁶ Yang, Xiao, "Mérites et démérites des Zones de développement au cours de ces 20 dernières années," Zhongguo Jingying Bao, (Le monde des affaires en Chine), 13 novembre 2006, <http://www.cb.cn/news/show/news.aspx?newsId=6631>

¹⁷ Comprend Shandong (le point le plus élevé à droite), Jiangxi, Anhui, Hunan, qui comptent plus de zones de développement provinciales que d'autres provinces ayant le même PIB par habitant.



Graphique 6- Zones de développement provinciales et développement économique régional

Source : Bureau des statistiques national, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China Statistics Press, 2006.

En outre, les Zones de développement sont des facteurs essentiels expliquant les flux des IDE régionaux. Les six régions les plus importantes bénéficiant du taux d'investissements le plus élevé dans des EFCE sont également les régions comprenant la majorité des Zones de développement nationales. Elles représentent également 77,3 % du total de la PI chinoise des EFCE et 69,1 % du total de leurs investissements. Les Zones de développement nationales contribuent efficacement à renforcer les flux des IDE en faveur des régions ou vers les régions.

Tableau 7- Zones de développement et IDE régionaux en 2005

	Nombre de ZD nationales	Total des investissements des EFCE (en milliards de \$)	PI des EFCE (en milliards de \$)
Shanghai	15	200.7	119.5
Jiangsu	25	265.7	161.9
Zhejiang	12	101.9	68.9
Shandong	15	75.3	58.0

Fujian	17	78.6	65.9
Guangdong	22	288.9	279.3
Chine	210	1464.0	974.9
Proportion	50.5	69.1	77.3

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China Statistics Press, 2006.

Toutefois, les activités d'exportation à forte intensité de main d'œuvre, appuyées par les IDE qui se concentrent dans les régions côtières chinoises, notamment les ZFE, ont attiré une forte main d'œuvre jeune, éduquée et efficace qui migre des régions intérieures pauvres vers les régions côtières. Ces travailleurs migrants ont assoupli les contraintes en matière de droit du travail dans les régions côtières, permettant ainsi aux régions de maintenir leur croissance rapide. En outre, le produit marginal des migrants représente plus de trois fois leur niveau de revenu (Knight et Song, 1999), ce qui indique qu'ils apportent un surplus considérable à la richesse des régions d'accueil. Tous ces facteurs contribuent à l'accroissement des disparités dans les salaires régionaux en Chine depuis 1990 (Fu, 2003).

c. Modernisation technologique

Le débat portant sur la contribution positive apportée par les IDE à la modernisation technologique des pays d'accueil a été une question délicate au cours des dernières décennies. Ce problème est plus évident si on pense en particulier aux effets directs. La structure des usines de production financées par des investissements étrangers était plus centrée sur les industries de haute technicité que les entreprises

nationales chinoises, dont la part totale des exportations faites par des EFCE est passée de 34,47 % en 1995 (ce qui représente toujours 4,21 % de moins que les industries à coefficient élevé de main d'œuvre) à 51,27 % en 2005. Cela signifie que l'écart existant entre les usines de production financées par des capitaux étrangers et les usines de production nationales est passé de 12,9 % à 29,4 %. Etant donné que la part des usines de production nationales a peu évolué de 1995 à 2005, nous pouvons dire que les modernisations technologiques structurelles chinoises émanent principalement des entreprises financées par des capitaux étrangers.

Tableau 8- Structure de la Production Industrielle Brute (PI) de l'industrie chinoise

	1995	2000	2005
Toutes les usines de production			
Total de la PI (100 millions de Yuan)	54947	85674	251620
A forte intensité de main d'œuvre	34.33	28.42	24.02
A forte intensité de capital	41.75	41.02	43.62
De haute technicité	23.92	30.56	32.36
Usines de production financées par des capitaux étrangers			
Total de la PIB (100 millions de Yuan)	10714	23465	79860
A forte intensité de main d'œuvre	38.68	28.77	22.16
A forte intensité de capital	26.85	26.59	26.47
De haute technicité	34.47	44.64	51.37
Usines de production nationales			
Total de la PI	44233	62209	171759
A forte intensité de main d'œuvre	33.35	28.27	25.05
A forte intensité de capital	45.10	47.18	52.99
De haute technicité	21.55	24.56	21.97

Notes : Les usines à forte intensité de main d'œuvre comprennent les industries 13-24, les usines à forte intensité de capital comprennent les industries 25-35 (à

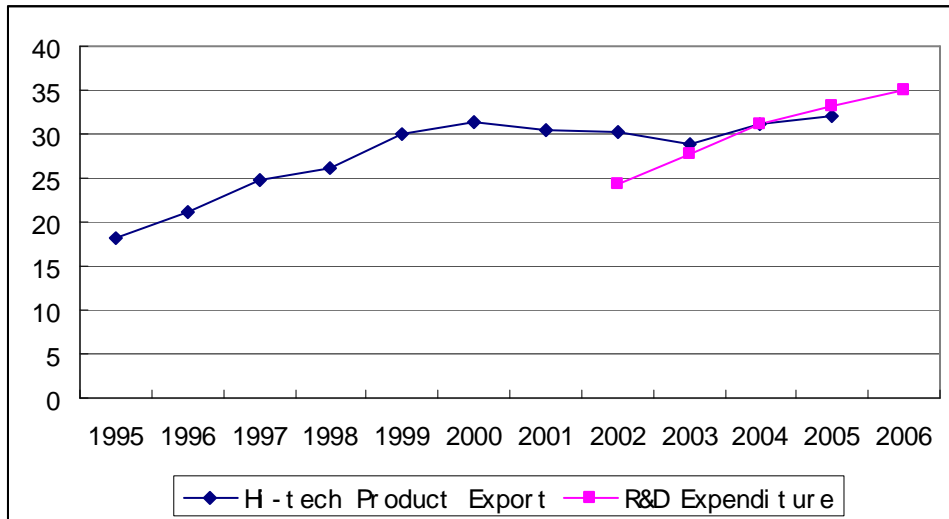
l'exception de 27), les usines de haute technicité comprennent les industries 36-43 (comprend 27) selon le catalogue industriel chinois (Voir annexe, tableau 1).

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Pékin : China Statistics Press, 2006.

D'un autre côté, certains considèrent que le type de modernisation technologique apporté par les IDE et les ZTE n'a pas contribué à améliorer les capacités de concurrence des industries locales. Même si les IDE et les exportations peuvent avoir des retombées positives en termes de technologie et de connaissances, le niveau de ces retombées dépend fortement de l'étendue et de la qualité des technologies incorporées dans les IDE axés sur l'exportation. En moyenne, et selon les résultats des sondages réalisés par Huang (2001), le niveau technologique des IDE a seulement deux ans d'avance sur la technologie que l'on trouve actuellement en Chine. Même si le niveau de technologie apporté par les IDE a progressé depuis la moitié des années 90 lorsque de grandes multinationales ont commencé à investir en Chine, les études réalisées par Wang à Beijing et à Shenzhen indiquent que les niveaux d'avancement technologiques des entreprises financées par des capitaux étrangers sont étroitement liées à la structure du capital de ces entreprises. On note généralement des niveaux de technologie élevés dans des entreprises appartenant à des investisseurs étrangers ou des EC où les partenaires étrangers possèdent la plus grande partie du capital- actions. Les technologies de pointe essentielles sont souvent contrôlées par des investisseurs étrangers. En conséquence, les retombées positives technologiques des investissements étrangers sur les entreprises locales restent limitées. Dans son étude sur l'entreprise conjointe chinoise la plus importante dans le

secteur de l'assemblage de voitures, l'usine de construction d'automobiles Shanghai-Volkswagen LTD, Nolan (2002) affirme que, après plus d'une décennie de partenariat avec Volkswagen, Shanghai Auto avait perdu toute compétitivité en tant que constructeur de voitures indépendant. Dans l'industrie électronique chinoise, Hu et Jefferson (2002) ont découvert que les IDE avaient conduit à une baisse importante de la productivité plutôt qu'à des retombées positives pour les entreprises nationales.

Les ZDIH constituent l'une des mesures politiques importantes à avoir été prises pour renforcer les avancées technologiques et l'innovation. Pendant les 15 années qui se sont écoulées depuis la création des ZDIH, elles ont représenté la moitié de la PIB des produits de haute technologie et un tiers des exportations de produits de haute technologie, à savoir 218,2 milliards de dollars en 2005. En outre, les ZDIH représentent un autre tiers de la PIB des produits et des exportations de haute technologie chinois, ce qui signifie que les zones de développement nationales sont en fait les moteurs des industries de haute technologie chinoises et qu'elles contribuent considérablement à sa modernisation technologique.



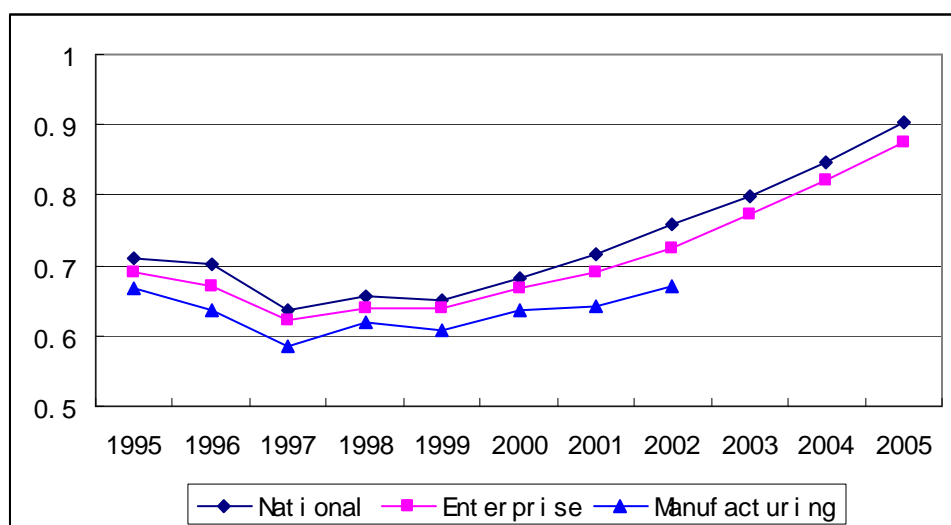
Graphique 7- Part des ZDIH dans les exportations et la recherche et le développement (%) de haute technologie chinois

Source : Ministère de la science et de la technologie, Statistiques des industries de haute technologie chinoises (diverses années), <http://www.sts.org.cn>

L'avantage principal des ZDIH est la vitalité de leurs activités de recherche et de développement (R&D) ; les dépenses de recherche et développement en 2002 s'élevaient à 31,4 milliards de yuan renminbi et représentaient 24,4 % des dépenses chinoises totales consacrées à la R&D. Au cours des quatre années suivantes, les dépenses de R&D ont triplé pour atteindre 105,4 milliards de yuan renminbi, soit 35,1 % des dépenses de recherche chinoises en 2006. Cela fait des ZDIH des entités de développement très vigoureuses en Chine, notamment pour la R&D industriels. Malgré le fait que les ZDTE ne représentaient que 6,2 % des dépenses chinoises consacrées à la R&D en 2005, elles représentaient un autre tiers des exportations de produits chinois de haute technologie, qui sont passés de 31,3 % en 2004 à 35,3 % en 2005.

d. Niveaux de salaires

Le fait que les EFCE offrent des salaires plus élevés explique qu'elles peuvent absorber une importante main d'œuvre professionnelle et qualifiée. En 1997, le salaire moyen offert par une entreprise chinoise ne représentait que 62 % de celui des EFCE, et les salaires offerts par les usines de production ne représentaient que 58 % des ceux des EFCE. L'avantage comparatif des EFCE en matière de salaires a diminué depuis lors. Les salaires moyens offerts par les entreprises chinoises représentaient 90 % de celui offert par les EFCE en 2005, ce qui signifie que les salaires dans les Zones de développement ne sont plus plus élevés en comparaison.

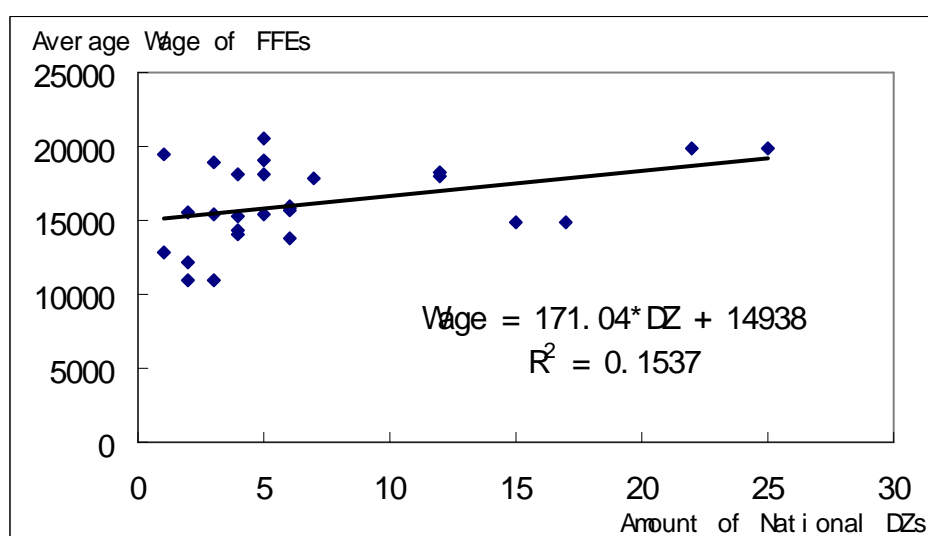


Graphique 8- Salaire comparé dans les entreprises financées par des capitaux étrangers (EFCE = 1)

Source : Ministère de la science et de la technologie, Statistiques des industries de haute technologie chinoises (diverses années), Beijing : China Statistics Press, 2006.

Même si les salaires perçus dans les Zones de développement sont plus élevés que ceux perçus à l'extérieur de ces zones, ils n'en demeurent pas moins très attractifs pour la plupart des investisseurs étrangers. Les salaires moyens offerts par

des entreprises financées par des capitaux étrangers sont plus élevés de 11 % que les salaires chinois moyens, et sont les plus élevés de tous les types de traitements (2 480 dollars par an en 2005). Par rapport aux pays voisins, le niveau des revenus chinois demeure bas. Les données montrent que plus il y a de Zones de développement dans une région, plus le salaire moyen est élevé. Les pressions liées à la hausse des salaires en Chine orientale pourraient aboutir à un transfert des IDE en Chine intérieure.



Graphique 9- Salaires moyens dans les entreprises financées par des capitaux étrangers et Zones de développement nationales

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire des statistiques du travail chinois 2006, Beijing : China Statistics Press, 2006.

Les niveaux des salaires diffèrent d'une Zones de développement à une autre. Un tiers de toutes les ZDTE appartiennent à la catégorie des salaires élevés, mais toutes sont situées en Chine orientale. D'autre part, on trouve également plusieurs ZDTE dont le niveau de salaires est comparativement bas ; ainsi, le Fuqing Rongqiao a le niveau de salaire le plus bas. Cela montre qu'il existe de grandes disparités de salaires entre les régions et au sein des régions. Même si les ZD ont des effets positifs

sur le niveau de revenus, le facteur décisif est tout de même la situation économique d'ensemble de la région.

Tableau 9 Comparaisons entre les niveaux de salaires dans les ZDTE (2005)

	oriental	central	occidental
Elevé (50-100)	GuangzhouNansha(100.00), Guangzhou(100.00), ShanghaiJinqiao(81.07), Minhang(81.07), Caohejing(81.07), Hangzhou(76.13), Suzhou Industrial Park(60.60), Daxie(59.87), Tianjin(58.20), XiamenHaicang(52.53)	Beijing(95.67), Hongqiao(81.07), Xiaoshan(76.13), Nanjing(63.60), Ningbo(59.87), Kunshan(54.00)	
Moyen (25-50)	Dalian(49.47), Shenyang(41.20), Nantong(35.53), Qinhuangdao(31.20)	Wenzhou(47.07), Yantai(35.73), Fuzhou(34.53), Nanning(30.00)	Changsha(42.33), Huhehaote(39.80), Wuhan(35.33), Nanchang(33.40), Zhengzhou(27.73), Haerbin(26.73), Wuhu(26.67)
Bas (0-25)	Huizhou Weihai(23.33), Zhanjiang(20.87), Lianyungang(14.73), Yangpu(10.13), Fuqing Rongqiao(0.00)	Dayawan(24.87), Qingdao(23.13), Yingkou(17.87), Hainan Dongshan(5.40)	Changchun(24.67), Taiyuan(22.27), Hefei(3.20) Yinchuan(19.33), Kunming(19.27), Shihezi(17.07), Chengdu(6.53)

Notes : le niveau de salaires fait référence au salaire moyen de tous les travailleurs dans les villes indiquées.

Source : Ministère du commerce (chine), Rapport 2006 sur le développement des Zones de développement technologiques et économiques nationales, <http://www.fdi.gov.cn>

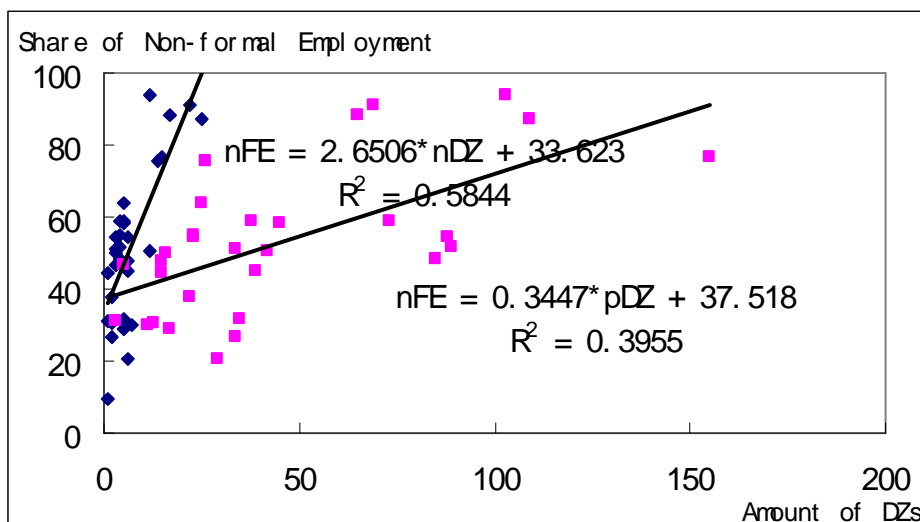
Dans leur grande majorité, les ZDTE centrales et occidentales ont été créées à la fin des années 90 par le biais de la stratégie de « développement de la Chine occidentale » et grâce à des niveaux de salaires relativement bas. Toutefois, si nous considérons la répartition générale des nouvelles ZD à partir de 2000, en particulier les ZFE, on observe toujours une forte concentration en Chine orientale, tout comme

au début des années 90. L'accroissement du niveau de revenu dans la Chine de l'arrière-pays pourrait bien être la condition nécessaire pour que ce nouveau type de ZD acquière une certaine maturité.

IV- La contribution sociale des ZFE chinoises

a. Relations d'emploi

Hu et Zhao (2006) ont défini les emplois non formels comme faisant appel à trois types de personnes : les personnes employées par des entreprises privées dans les villes, les travailleurs indépendants, et les migrants ruraux exerçant des emplois ne figurant pas dans les statistiques nationales. Les auteurs pensent que les emplois non formels sont à l'origine de la croissance de l'emploi chinois. Nous avons constaté que le nombre de Zones de développement nationales est en étroite corrélation avec la proportion d'emplois non formels dans les différentes régions. Cela signifie que les Zones de développement ont une préférence pour les emplois non formels par rapport aux emplois formels traditionnels et jouent des rôles importants à cet égard.

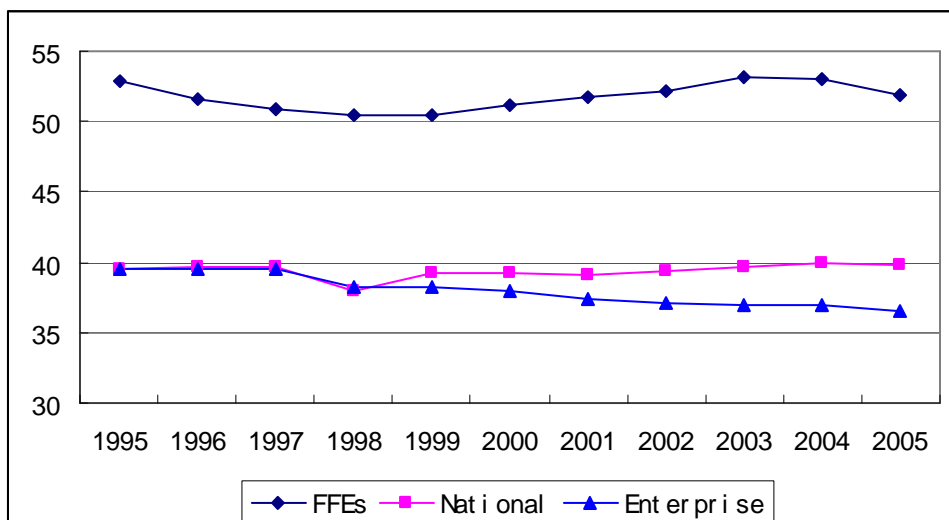


Graphique 10- Proportion des emplois non formels des zones de développement nationales

Notes : L'emploi est compris ici en tant qu'emploi industriel urbain.

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China Statistics Press, 2006.

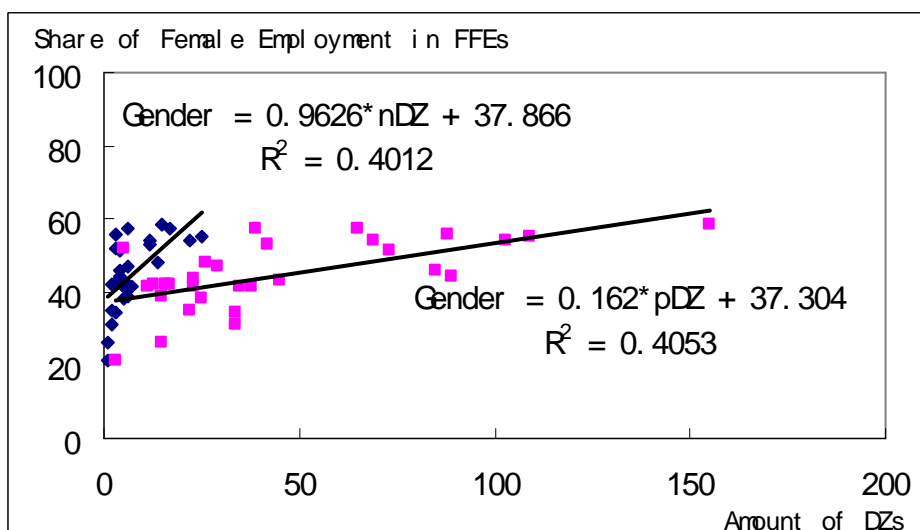
Par rapport aux entreprises nationales, les EFCE ont une préférence marquée pour la main d'œuvre féminine. Celle-ci s'est maintenue autour de 40 % ces 10 dernières années, même si le ratio moyen d'employés hommes-femmes travaillant dans l'ensemble des entreprises est passé de 40 % à 36,5 %. Cependant, les femmes travaillant dans des EFCE, malgré les fluctuations, ont toujours représenté 10 % de plus, soit une faible majorité de la main d'œuvre globale.



Graphique 11- Proportion de la main d'œuvre féminine

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China Statistics Press, 2006.

Les EFCE ont procuré un grand nombre d'emplois aux travailleurs qualifiés, notamment aux femmes, cette préférence signifiant que les Zones de développement recherchaient également de la main d'œuvre féminine. La proportion élevée de main d'œuvre féminine au sein des Zones de développement confirme également cette préférence.



Graphique 12- Proportion de la main d'œuvre féminine dans les Zones de développement nationales

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China Statistics Press, 2006.

b. Ressources humaines

La qualité de la main d'œuvre chinoise s'est améliorée très rapidement, et est devenue un atout, outre les coûts peu élevés qui attirent les IDE. Le système d'enseignement obligatoire qui s'étend sur 9 années signifie que la majorité des travailleurs ont fréquenté un établissement secondaire. En moyenne, la population avait fréquenté un établissement scolaire pendant 5 ans en 1980. Ce chiffre est passé à 7,83 années en 2005. Parmi les travailleurs, la fréquentation scolaire moyenne est encore plus élevée, soit 8,22 années. A l'exception de Shanghai, les cinq régions dotées du plus grand nombre de Zones de développement ne possèdent pas d'avantage particulier sur le plan de la qualité de la main d'œuvre. Ce résultat n'est pas surprenant compte tenu de la grande quantité de travailleurs migrants dans ces zones.

Tableau 10- Nombre moyen d'années de fréquentation d'un établissement scolaire

	Tous	Homme	Femme
Population	7.83	8.34	7.27
Travailleurs	8.22	8.71	7.65
Jiangsu	8.60	9.20	7.95
Zhejiang	8.14	8.41	7.77
Shandong	8.16	8.75	7.49
Fujian	8.12	8.71	7.34
Guangdong	9.14	9.53	8.68
Max	11.61	11.46	11.82
Min	6.43	7.18	5.25

Source : Bureau des statistiques national, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China Statistics Press, 2006.

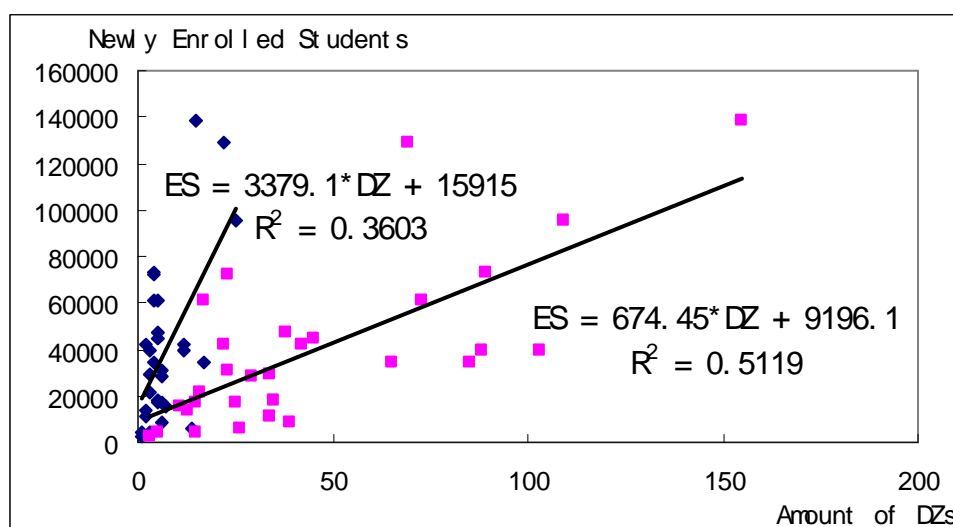
Les Zones de développement ont attiré un grand nombre de scientifiques et de techniciens en tant que centres d'innovation de ces régions. Parmi les 4,17 millions d'employés de l'ensemble des ZDTE, il y a 1,14 million de personnes titulaires d'une licence ou d'un diplôme plus élevé, à savoir 27,34 % de la population chinoise titulaire d'un tel diplôme ou l'ensemble de la main d'œuvre des ZD. Comparé à la moyenne sur l'ensemble du marché du travail chinois, à savoir 6,82 %, c'est un ratio plutôt élevé.

Les ZDIH jouent également un rôle très important s'agissant de l'emploi de la main d'œuvre qualifiée. A la fin 2000, il y avait 0,56 million de scientifiques et de techniciens parmi les 2,51 millions d'employés travaillant dans les ZDIH, à savoir 22,3 % de la main d'œuvre totale. Par rapport aux 6,4 % de la moyenne chinoise de travailleurs, c'est un taux élevé. Le nombre de scientifiques et de techniciens a augmenté considérablement, passant à 0,73 million en 2004 et à 0,99 million (0,21 % d'entre eux sont des femmes) en 2006.

Parmi eux, les employés titulaires d'une maîtrise sont passés de 2 000 à 100 000 en 2004, ceux qui étaient titulaires d'un doctorat ont également doublé passant à 20 000 en 2004. De même, le nombre de scientifiques et de techniciens de retour de l'étranger a triplé, passant à 16 000 la même année. On note également que, sur les 21 parcs d'innovation nationaux, 18 se trouvaient dans différentes ZDIH.

c. Formation et amélioration des compétences

La préférence marquée des Zones de développement pour les travailleurs qualifiés fait que la majorité des Zones de développement accordent plus d'attention à la formation professionnelle. Les chiffres montrent que le nombre de Zones de développement, qu'elles soient provinciales ou nationales, a un rapport étroit avec le nombre d'étudiants nouvellement inscrits dans les écoles d'enseignement professionnel. On remarque également que le nombre d'écoles, de même que le nombre d'élèves fréquentant une école, le nombre de diplômés et d'emplois ont tous des coefficients de corrélation similaires.



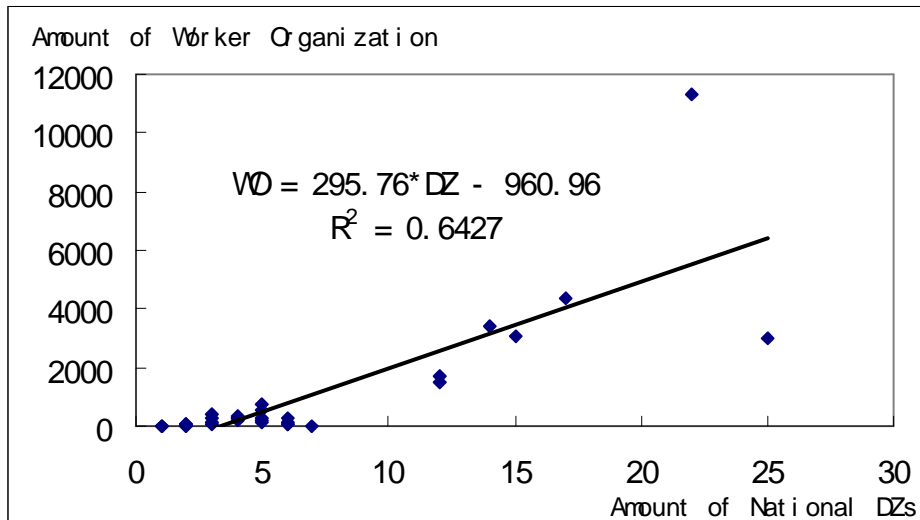
représente 4,24 milliards de yuans par an. Les 32 zones orientales représentent 73,8 % de toutes les dépenses en matière d'éducation et leur part dans les dépenses totales est même que celles des 11 zones occidentales, soit 6,53%. §§ Les dépenses des 10 zones centrales ont rapidement augmenté pour atteindre un taux de croissance annuel de 57,3 %, soit 8,8 % des dépenses totales, ce qui représente presque le triple de la moyenne chinoise des finances publiques.

Tableau 11- Dépenses régionales en matière d'éducation dans les ZDIH

	Oriental	Central	Occidental
Dépenses en matière d'éducation	31.29	6.74	4.36
Dépenses totales	479.00	76.50	77.83
Part de l'éducation (%)	6.53	8.80	6.53
Taux de croissance annuel (%)	18.51	57.30	5.60
Les trois zones principales	Qingdao, Tianjin, Suzhou	Hefei, Wuhan, Wuhu	Chongqing, Chengdu, Guiyang

Source: Ministère du commerce (Chine), Rapport 2005 sur le développement des Zones de développement économiques et technologiques, <http://www.fdi.gov.cn>.

La création d'organisations de travailleurs au sein des Zones de développement est source de controverses. Certaines grandes firmes multinationales n'acceptent pas ces organisations, mais des syndicats formels ont fait leur apparition, bien qu'avec une capacité de négociation relativement limitée. Il est intéressant de noter que, après de longs efforts, Guandong est parvenu à créer beaucoup plus de syndicats que toute autre région. Par contraste, Jiangsu, qui est doté d'un plus grand nombre de Zones de développement que Guandong, comprend quatre fois moins d'organisations de travailleurs. Une grande partie des Zones de développement de Jiangsu sont des ZFE fondées après 2000 et qui n'ont pas encore créé leurs propres organisations de travailleurs.



Graphique 14- Organisations des travailleurs dans les EFCE et Zones de développement nationales

Source : Bureau national des statistiques, Annuaire 2006 des statistiques chinoises, Beijing : China Statistics Press, 2006.

La Fédération Nationale de Syndicats Chinois (FNCS – ACFTU en anglais) avait fixé un objectif d'ensemble en matière d'adhésion syndicale dans les EFCE, qui devait atteindre 60 % avant 2006. L'objectif fixé pour les Zones de développement était bien plus élevé, visant 80 % d'ici à la fin 2007. Une grande partie des entreprises qui ont obtenu le certificat SA 8000 sont implantées dans des Zones de développement. Cela a également considérablement renforcé le pouvoir des syndicats dans ces zones. Même s'il y a toujours des problèmes dans la manière dont fonctionnent les syndicats, l'ACFTU s'est efforcée de leur laisser jouer un rôle plus important dans l'amélioration des conditions de travail, des droits des travailleurs et du dialogue social.

e. Responsabilité sociale des entreprises et Société Harmonieuse

La Chine commence juste à s'intéresser à la responsabilité sociale des entreprises (RSE). On a demandé aux EFCE localisées en Chine d'accorder une attention plus soutenue aux conditions de travail existant dans leurs usines et de donner des assurances en matière de santé et de sécurité. Les entreprises chinoises se heurtent à des pressions croissantes de la part des consommateurs étrangers quant aux conditions de travail et aux heures supplémentaires en vertu du certificat international de responsabilité sociale SA 8000. Outre ces conditions, les normes ISO9000/9001 pour la gestion, ISO 14000 pour l'environnement, et OHSMS 18000 pour la santé au travail jouent un rôle important dans l'amélioration de la responsabilité sociale des entreprises sises en Chine.

Les entreprises des Zones de développement sont également confrontées à ces normes, mais elles ne semblent pas encore tout à fait prêtes. Parmi les ZDTE, 23 d'entre elles ont obtenu le certificat ISO9001 et 34, le certificat ISO14000 avant 2005. Parmi toutes les ZDTE, 1 244 entreprises ont obtenu le certificat ISO14000 en 2005, dont 1 032 se trouvent en Chine orientale. La Chine a commencé à élaborer ses propres normes de RSE au sein des Zones de développement (voir encadré 2).

Encadré 2 : Normes relatives à la responsabilité sociale des entreprises dans les ZDTE de Tianjin
--

Gestion du travail : verser les salaires et les prestations sociales conformément à la loi, à temps et dans un montant suffisant ; pas de conflit social grave ; pas de travail forcé ou de travail pouvant apparaître comme étant forcé, sous quelque forme que ce soit ; application rigoureuse de la législation nationale sur le temps de travail.

Relation de travail : respect des droits des employés à former des organisations de travailleurs et à y adhérer, et mettre en place ces organisations conformément à la loi ; établir un système de négociations collectives et maintenir le contact avec les organisations des travailleurs ; élaborer une réglementation scientifique et raisonnable en matière d'augmentation des salaires, à travers la négociations et en faisant en sorte que les salaires des employés soient compétitifs dans l'industrie où ils travaillent ; fournir une formation suffisante aux salariés.

Sécurité et santé : mettre en place une réglementation relative à la santé et la sécurité sur le lieu de travail ainsi qu'une institution efficace responsable de la sécurité de la production ; pas d'accident mortel ou de maladie imputables aux conditions de travail.

Protection de l'environnement : Intéressez-vous à la protection de l'environnement et empêchez les accidents liés à la pollution de l'environnement.

Assistance publique : prenez part aux questions concernant l'assistance publique et soutenez les groupes vulnérables.

Source : Yingqing Liu, "Les ZDTE de Tianjin se préparent à recevoir une médaille en matière de responsabilisation sociale des entreprises »", *Beifang Jingji Shibao* (Northern Economic Times), 15 janvier 2007, <http://www.bfjjsb.com>.

En fait, la RSE est directement liée à la « stratégie chinoise visant à édifier une société harmonieuse ». Cette stratégie vise à édifier une société plus juste, en mesure d'assurer une sécurité économique et sociale accrue à tout le monde. Cette stratégie met en place des normes plus strictes parmi les EFCE quant aux questions de responsabilité sociale à l'intérieur et à l'extérieur des Zones de développement. Le 27 mars 2006, 65 EFCE parmi les plus grandes EFCE chinoises membres du Comité exécutif des firmes d'investissement étranger (ECFIC en anglais) ont signé une déclaration sur la RSC afin d'appuyer cette stratégie¹⁸ (voir encadré 3).

¹⁸ La RSC vient tout juste de commencer en Chine. Il reste à voir si elle porte ses fruits.

Encadré 3 : La déclaration de Beijing de l'ECFIC sur les responsabilités sociales des entreprises

En leur qualité d'entreprise citoyenne de Chine, les entreprises financées par des capitaux étrangers s'engagent à s'acquitter de leurs responsabilités et devoirs sociaux. Nous déclarons par la présente notre attachement indéfectible aux activités suivantes :

- (1) Se conformer strictement aux lois chinoises
- (2) Assurer un comportement d'entreprise, promouvoir l'éthique sociale et respecter la valeur de crédibilité
- (3) Remplir ses obligations fiscales conformément à la loi
- (4) Fournir au public des produits et un service clientèle de qualité
- (5) Protéger les droits de propriété intellectuelle, proscrire l'utilisation de produits non conformes aux droits de propriété intellectuelle, respecter les droits d'auteur, le droit des brevets et des marques, et encourager l'utilisation légale des logiciels
- (6) Créer des possibilités d'emplois et de carrière pour les communautés locales
- (7) Protéger les droits des employés
- (8) Contribuer à l'édification d'une société efficace en matière d'énergie en réduisant la consommation d'énergie pour la production, en utilisant des produits qui consomment moins d'énergie et en exerçant nos responsabilités d'entreprise citoyenne dans le domaine de la protection de l'environnement et du recyclage des produits
- (9) Participer activement aux efforts visant à accroître le bien-être social, y compris les secours en cas de catastrophe naturelle, la protection de l'environnement, l'éducation, la culture, le sport et la santé
- (10) Communiquer, à temps et de manière juste et objective, des informations aux actionnaires, consommateurs et à toutes les personnes et organisations concernées conformément à la loi
- (11) Avoir un comportement modèle pour encourager la participation active d'autres entreprises aux activités de RSE
- (12) Agir en entreprise citoyenne crédible et rechercher l'harmonie et la prospérité commune avec les nations/régions voisines et la société locale

Les entreprises qui ont signé cette déclaration ont également accepté de mettre en place des organisations internes chargées de la promotion et de la coordination de la RSE en vue de remplir les engagements pris dans cette déclaration.

V. Conclusions et domaines de recherche future

Cette étude donne un aperçu général des ZFE en Chine. Les Zones de développement nationales et provinciales ont joué un rôle important dans l'économie chinoise et sont considérées comme des moteurs de croissance dans les régions. Malgré leurs limites, elles ont considérablement contribué aux apports d'IDE et au commerce, en particulier aux échanges et exportations de haute technologie, ainsi qu'à la production industrielle et au PIB. Elles représentent également la majeure partie des emplois dans les entreprises financées par des capitaux étrangers en Chine. L'impact social des ZFE en Chine se fait ressentir dans de nombreux domaines : niveaux des salaires, emploi informels et travail des femmes, formation et perfectionnement professionnels, création d'organisations de travailleurs et responsabilité sociale des entreprises. Il semble que les conséquences sociales des ZFE en Chine soient globalement positives.

Cependant, la plupart des statistiques et de la littérature émanant de sources officielles et universitaires se concentrent sur l'impact économique des ZFE en Chine. Mais il s'agit généralement de données agrégées et il n'est guère possible de procéder à des comparaisons entre la production des produits d'exportation à l'intérieur et à l'extérieur des ZFE ou entre les activités de production à l'intérieur et en-dehors des différentes zones. Les différences régionales des ZFE ne sont pas claires. Il est rare de trouver une analyse globale de l'impact social des ZFE, notamment une analyse

empirique, en raison notamment de la pénurie de données et d'informations détaillées sur les ZFE en Chine. La plupart des observations actuelles portant sur les conditions sociales dans les ZFE sont disponibles dans des publications officielles. Ces rapports fournissent des informations intéressantes, mais ils ne peuvent donner un aperçu global et systématique des conditions de travail, des droits des travailleurs et du dialogue social dans les ZFE chinoises.

Aucune recherche systématique comparative n'a été réalisée quant aux différences de revenus, de productivité, de composition de main d'œuvre ou de compétences entre les entreprises se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur des ZFE. On sait peu de choses sur la manière dont les travailleurs sont recrutés et dont on détermine le descriptif de leur poste ; sur la motivation des travailleurs et leur surveillance ; sur la façon dont sont décidés les niveaux de salaires des travailleurs et de la direction ; sur l'existence et l'étendue des possibilités de formation des travailleurs ; sur l'existence de politiques de gestion des ressources humaines en matière de compétences, de travail d'équipe, de souplesse des horaires, de communication et de l'égalité des chances. De même, on ne dispose d'aucune étude comparative sur les conditions de travail, les droits des travailleurs, le dialogue social et la responsabilité sociale des entreprises exportatrices implantées à l'intérieur et à l'extérieur des ZFE. Il importe donc de réaliser des études portant sur les activités de production des produits d'exportation aux niveaux des entreprises et des employés à l'intérieur et à l'extérieur des ZFE

chinoises en vue d'une recherche globale et rigoureuse sur les conséquences sociales et économiques des ZFE en Chine.

Bibliographie

Ahmadu, Mohammed, "Labour and Employment Conditions in Export Processing Zones: A Socio-Legal Analysis on South Asia and South Pacific", *Journal of South Pacific Law*, Working Papers 3, Volume 2, 1998.

Aizeman, Joshua, "Volatility, Employment and the Past-terms of FDI in Emerging Economies", *Journal of Development Economics*, Vol. 72, pp585-601, 2003.

All China Federation of Trade Union (ACFTU), News Press Conference Release (Vary Data), <http://www.acftu.org>.

Amirahmadi, H. and W. Wu, "Export Processing Zones in Asia" in *Asian Survey*, vol. 35, September 1995, pp828-49.

China Labor Bulletin, *Zhongguo Gongren Yundong Guancha Baogao 2005- 2006* (China Labor Movement Survey Report), <http://www.clb.org.hk>.

China Labor Bulletin, *Liyi de Chongtu yu Falv de Shixiao*(Conflicts of interest and the ineffectiveness of China's labour laws), <http://www.clb.org.hk>.

David Barboza, "China Drafts Law to Boost Unions and End Abuse", *New York Times*, October 13, 2006, <http://www.nytimes.com/2006/10/13/business/worldbusiness/>.

Demurger, Sylvie, *Economic Opening and Growth in China*. Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), Paris, 2000.

Fu, Xiaolan and Balasubramanyam, V. N. "Exports, Foreign Direct Investment and Employment: the Case of China", *The World Economy*, vol.28, no. 4, 607-625, 2005.

Fu, X, *Exports, Foreign Direct Investment and Economic Development in China*, Palgrave Macmillan, London and Newyork, 2003.

Fu, Xiaolan, 'Limited Linkages from Growth Engines and Regional Disparities in China', *Journal of Comparative Economics*, vol 32, no. 1, 148-164, 2004

Gan, Heping and Jian Zhong, "Benefit-cost Analysis of Export Processing Zone", *International Trade Issue (Guoji Maoyi Wenti)*, 2005, Issue 3.

Graham, Edward M., “Do export processing zones attract FDI and its benefits: The experience from China ”, *International Economics and Economic Policy*, 2004, Issue 1, pp87-103.

Graham, Edward M. and Erika Wada, “Foreign Direct Investment In China: Effects on Growth and Economic Performance”, in Peter Drysdale ed., *Achieving High Growth: Experience of Transitional Economies in East Asia*, Oxford University Press, 2001.

Guo, Peiyuan, *Environmental Reporting and Disclosure in China*, CSR-Asia Publication, <http://www.csr-asia.com/upload/environmentalreporting.pdf>.

Hu, Albert, Jefferson, Gary, “FDI Impact and Spillover: Evidence from China’s Electronic and Textile Industries”, *World Economy* 38 (4), 1063–1076, 2002.

Huang, Guoxiang and Shu Yuan, “About the Development of China’s Bounded Zone to Export Processing Zone”, *International Trade Issue (Guoji Maoyi Wenti)*, 2002, Issue 10.

Huang, Yasheng, “The Benefits of FDI in a Transitional Economy: The Case of China”. In: OECD Global Forum on International Investment, Mexico, 2001.

ICFTU, “Export Processing Zones – Symbols of Exploitation and a Development Dead-End”, <http://www.icftu.org>, 2003.

ILO, *ILO database on export processing zones*, <http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/themes/epz/epz-db.pdf>, 2003.

ILO-WTO, *Trade and Employment: Challenges for Policy Research*, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---webdev/documents/publication/wcms_081742.pdf , February 2007.

International Centre for Trade Union Rights (ICTUR), *China: Special Report*, <http://www.ictur.org/China.htm>.

International Trade Union Confederation (ITUC), *Annual Survey of violations of trade union rights 2007*, <http://survey07.ituc-csi.org/getcontinent.php?IDContinent=0&IDLang=EN>

Kanbur, Ravi, Zhang, Xiaobo, “Which Regional Inequality? The Evolution of Rural–Urban and Inland–Coastal Inequality in China from 1983 To 1995”. *Journal of Comparative Economics*, 27, 686–701, 1999.

Knight, John, Song, Lina, “Employment Constraints and Sub-Optimality in Chinese Enterprises”, *Oxford Economic Papers*, 51, 284–299, 1999.

Knight, John, Song, Lina, Jia, Huabin, “Chinese Rural Migrants in Urban Enterprises: Three Perspectives”, *Journal of Development Studies*, 35 (3), 73–104, 1999.

Kusago, Takayoshi and Zafiris Tzannatos, “Export Processing Zones: A Review in Need of Update”, World Bank Social Protection Discussion Paper No. 9802, 1998.

Lan, Yong, “Model Construction and Its Check up on the Influencing Factors of the Synthetic Economic Effect of EPZs”, *International Trade Issue (Guoji Maoyi Wenti)*, 2006, Issue 3.

Labor Research Department, *Annual Report 2006*, http://www.lrd.org.uk/db/downloads/LRD_Annual_Report_2006.pdf

Li, Shi, Labor migration and income distribution in rural China. In: Riskin, Carl, Zhao, Renwei, Li, Shi (Eds.), *China’s Retreat from Equality: Income Distribution and Economic Transition*. Armonk M.E. Sharpe, New York, 2001.

Liu, Weilin and Xiaopeng Hu, “About the Employment Effect of TNCs”, *World Economy Study (Shijie Jingji Yanjiu)*, 2005, Issue 12.

Liu, Xiaoying, Xiaoming Liu and David Parker, “Foreign Direct Investment and Productivity Spillover in the Chinese Manufacturing Sector”, Vol. 25, pp305-321, 2001.

Liu, Xiaohui and Wang, Chengang, “Does Foreign Direct Investment Facilitate Technological Progress?: Evidence from Chinese Industries”, *Research Policy*, Vol. 32, pp945-963, 2003.

Madani, Dorsati, *A Review of the Role and Impact of Export Processing Zones*, World Bank Group, 1999.

Ministry of Commerce (China), Development Report of National Economic and Technology Development Zones 2004, 2005 ,2006, <http://www.fdi.gov.cn>.

National Development and Reform Committee, Bulletin Catalog of China’s Development Zone Censor 2006, <http://www.ndrc.gov.cn>.

Nolan, Peter, “China and the Global Business Revolution”. *Cambridge Journal of Economics* 26, 119–137, 2002.

State Statistical Bureau of China (SSB), various years. *China Statistical Yearbook*. China Statistics Press, Beijing.

State Statistical Bureau of China (SSB), various years. *China Labor Statistical Yearbook*. China Statistics Press, Beijing.

State Statistical Bureau of China (SSB), 1999a. *Comprehensive Statistical Data and Materials on 50 Years of New China*. China Statistics Press, Beijing.

State Statistical Bureau of China (SSB), 2000. *Statistical Yearbooks of Individual Provinces*. China Statistics Press, Beijing.

Stephen Frost, *The Chinese Trade Union, Labour Law, And Workplace Conditions*, Association for Sustainable & Responsible Investment in Asia Publication, <http://www.asria.org/publications/lib/LabourSummaryChinese.pdf>.

Sun, Haisun, Parikh, Ashok, Exports, “Inward Foreign Direct Investment and Regional Economic Growth in China”, *Regional Studies* 35 (3), 187–196, 2001.

Sung, Yun-Wing, “Costs And Benefits of Export-Oriented Foreign Investment: The Case of China”, *Asian Economic Journal* 14 (1), 55–70, 2000.

UNIDO, *Export Processing Zones in Developing Countries*, New York: UN, 1980.

UNIDO, *Export Processing Zones in Transition: The Case of the Republic of Korea*, Geneva: United Nations Industrial Development Organization, 1988.

UNIDO, *Export Processing Zones: Principles and Practice*, Vienna: United Nations Industrial Development Organization, 1995

Wang, Jian and Huiqing Zhang, “Empirical Study on the Employment Effect of FDI to China”, *World Economy Study (Shijie Jingji Yanjiu)*, 2005, Issue 9.

Yao, Shujie, Zhang, Zhongyi, “Regional growth in China under Economic Reforms”, *Journal of Development Studies* 38 (2), 167–186, 2001.

Yao, Shujie, Zhang, Zhongyi, “On regional inequality and diverging clubs: a case study of contemporary China”, *Journal of Comparative Economics*, 29, 466–484, 2001.

Zhang, Wei, “Rethinking regional disparity in China”, *Economic Policy* 34 (1/2), 113–138, 2001.

Zhao, Yao, "Foreign Direct Investment and Relative wages: the Case of China", *China Economic Review*, Vol.12, pp40-57, 2001,

Zhong, Hui, "Dynamic Analysis to the Influence of FDI to China's Employment", *World Economy Study (Shijie Jingji Yanjiu)*, 2005, Issue 12.

Zhu, Jinsheng, "FDI and Regional Employment Transfer: A New Analysis Framework", *International Trade Issue (Guoji Maoyi Wenti)*, 2005, Issue 6

Annexe 1 : Répartition des Zones de développement chinoises



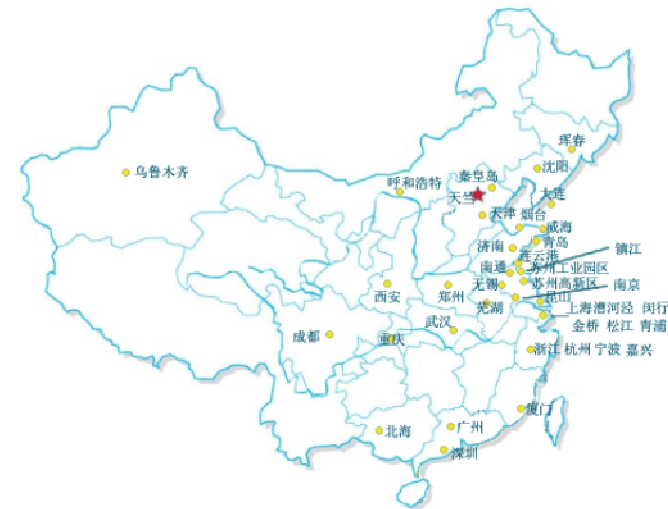
Zones de développement économique et technologique



Zones de coopération économique frontalières



Zones Francs (Bonded Zones)



Zones Franches d'Exportations

Source : Association chinoise des Zones de développement, <http://www.cadz.org.cn/>

Annexe 2 : Catalogue industriel chinois

06	Extraction et nettoyage miniers
07	Extraction du pétrole et du gaz naturel
08	Extraction minière et traitement des métaux et minerais ferreux
09	Extraction minière et traitement des métaux et minerais non ferreux
10	Extraction minière et traitement des métaux et minerais non métalliques
11	Extraction des autres minerais
12	Traitement de la nourriture provenant des produits agricoles
13	Fabrication d'aliments
14	Fabrication de boissons
15	Fabrication de tabac
16	Fabrication de textiles
17	Fabrication de vêtements, de chaussures et de casquettes
18	Fabrication de cuir, fourrure, plumes et autres produits
19	Fabrication de bois de charpente, de bois, bambou, Rotin, Palmier, et de chaume
20	Fabrication de meubles
21	Fabrication de papier et de produits composés de papier
22	Impression, reproduction de matériel enregistré
23	Fabrication d'articles culturels, éducatifs et sportifs
24	Traitement du pétrole, de coke, de carburant nucléaire
25	Fabrication de matériaux et produits chimiques
26	Fabrication de médicaments
27	Fabrication de fibres chimiques
28	Fabrication de caoutchouc
29	Fabrication de plastique
30	Fabrication de produits non métalliques
31	Fusion et pressage de métaux ferreux
32	Fusion et pressage de métaux ferreux
33	Fabrication de produits métalliques
34	Fabrication de machines à destination générale
35	Fabrication de machines à destination spécifique
36	Fabrication de matériel de transport
37	Fabrication de machines et d'équipements électriques
38	Fabrication de matériel de communication, d'ordinateurs, et d'autre matériel électronique
39	Fabrication d'instruments de mesure et de machines destinées à des activités culturelles et bureautiques
40	Fabrication d'art et autres
41	Production et distribution de courant et de chauffage
42	Production et distribution du gaz
43	Production et distribution d'eau

Annexe III : Méthodologie employée pour la revue de la littérature

Etendue de la base de données :

En anglais :

EBSCO Academic Search Premier

JSTOR Arts and Sciences Collection

Oxford Journals Online

ScienceDirect Economics, Econometrics & Finance Backfile

En chinois :

China Academic Journals - Economie/Politique/Droit

Comprenant le Journal de base : Jingji Yanjiu (Etude économique), Shijie

Jingji (Economie mondiale), Guoji Maoyi Wenti (numéro spécial sur le

commerce international), Duiwai Maoyi Lilun yu Shijian (Théorie et pratique

en matière de commerce international), Laodong Yanjiu (Etude sur le travail),

Shijie Jingji Yanjiu (Etude sur l'économie mondiale), Guoji Jingji Pinglun

(Revue économique internationale).

Mots clefs :

Chine + IED + Emploi

Chine + Commerce + Emploi

Chine + Zones franches d'exportation

China + Zone de développement

China + Zone économique spéciale.

Les résultats de la recherche provenant des sources universitaires citées plus haut ont été complétés par :

- * Des informations émanant de sources intergouvernementales telles que l'OIT, la Banque mondiale et l'ONUDI
- * Des informations émanant des syndicats
- * Des informations émanant des organisations non gouvernementales.